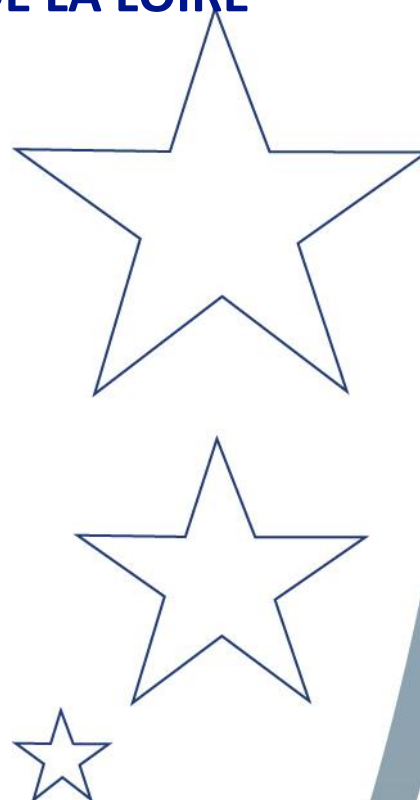


FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

Aides à la transformation et à la
commercialisation de produits agricoles
à la ferme

TYPE D'OPERATION 4.2.2
DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL
REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE



Version du 14/02/2020

DEMANDE DE SUBVENTION POUR

LES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA TRANSFORMATION ET DE LA COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES A LA FERME

**(TYPE D'OPERATION 4.2.2 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL REGIONAL DES
PAYS DE LA LOIRE 2014-2020).**

Cette demande d'aide constitue, avec les justificatifs à joindre, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs potentiels.

Veillez transmettre l'exemplaire original de ce dossier, complété et accompagné de l'ensemble des pièces administratives, par courrier, à la Direction départementale des territoires (et de la mer) du département du siège de votre exploitation et conserver un exemplaire.

Dans le cadre de la fin du programme 2014-2020, les dossiers seront reçus jusqu'au 31 mars 2020. Tout dossier reçu après cette date sera rejeté.

Avant de remplir cette demande, veuillez lire attentivement le règlement régional et la notice d'information joints.

IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DU PROJET

Responsable du projet au sein de la structure demandeuse

<input type="checkbox"/> Identique à celle du demandeur			
NOM :		Prénom :	
Fonction :			
N° téléphone fixe :		N° portable professionnel :	
Courriel :			
Adresse			

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL L'AIDE DEVRA ETRE VERSEE

Joindre un RIB/IBAN à votre demande

1.2 CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

Pour les personnes physiques :

- Bénéficiez-vous du statut de jeune agriculteur (JA) (*bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de cet imprimé depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA*) oui non
 - Si vous êtes installé, indiquez la date d'installation
 - Si vous êtes en cours d'installation, indiquez la date présente sur votre attestation CJA

- Si non, vous êtes-vous installé après 40 ans et avez-vous moins de 50 ans au moment du dépôt de dossier Oui Non
 - Si vous êtes installé, indiquez la date d'installation (sur Attestation MSA)
 - Si vous êtes en cours d'installation, indiquez la date présente sur votre attestation CFE
 - Êtes-vous titulaire d'un diplôme d'études niveau IV dans le domaine agricole? Oui Non

Si vous êtes Jeune Agriculteur, ce projet s'inscrit-il dans votre projet d'entreprise ? Oui Non

Pour les personnes morales : Nombre d'associés - exploitants :

Nom et prénom des associés-exploitants ou dénomination sociale	Date de naissance	N°SIRET ou PACAGE	JA	NI ^(*)	Détient des parts sociales (cocher si oui)	JA, projet inscrit dans plan d'entreprise	Si installé, date installation (JA/RJA ; NI/MSA)	Si en cours d'installation, date (JA/CJA ; NI/CFE)	Si NI, diplôme d'études niveau IV dans domaine agricole
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>

(*) installé après 40 ans et, au moment du dépôt de dossier, âgé de moins de 50 ans et installé depuis moins de 5 ans

Pour les projets collectifs (l'ensemble des adhérents ou actionnaires de la structure doit exercer une activité agricole au sens de l'article 4 du règlement (UE) n°1307/2013)

Nombre d'adhérents : |_|_| (indiquer la liste dans le tableau ci-dessous)

Date de naissance d'un des membres de la structure (ayant entre 18 et 62 ans au moment du dépôt de la demande) :

Si CUMA, la CUMA :

- est membre d'une fédération adhérent au HCCA (joindre un justificatif d'adhésion à la fédération)
 adhère directement au HCCA (joindre un justificatif d'adhésion au HCCA)

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si la structure comporte plus de 10 membres.

N°	Nom et prénom de l'adhérent	Exerce une activité agricole	N° PACAGE ou SIRET ¹
1		<input type="checkbox"/>	
2		<input type="checkbox"/>	
3		<input type="checkbox"/>	
4		<input type="checkbox"/>	
5		<input type="checkbox"/>	
6		<input type="checkbox"/>	
7		<input type="checkbox"/>	
8		<input type="checkbox"/>	
9		<input type="checkbox"/>	
10		<input type="checkbox"/>	

¹ pour les membres hors EARL, GAEC ou SCEA

1.3. CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION (Pour les projets collectifs, ne pas remplir les parties a, b, c, d, e)

Renseigner l'annexe 3 « attestation comptable » (y compris pour les CUMA)

a) Localisation du siège de l'exploitation : Identique à la localisation du demandeur

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

b) Taille de l'exploitation

Surface agricole utilisée

Nombre d'unité de main d'œuvre

c) Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et sur les prélèvements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3). Veuillez indiquer si votre exploitation :

relève du régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

relève du RSD (Règlement Sanitaire Départemental)

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels : _____

relève du régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau (forage pour les bâtiments d'élevage) ;

ne relève pas de ces réglementations.

d) Situation de votre exploitation au regard de la réglementation relative à l'hygiène des denrées alimentaires (Règlement (CE) n°852/2004 et n°853/2004 et arrêté ministériel du 08/06/2006 relatif à l'agrément sanitaire des établissements mettant sur le marché des produits d'origine animale.)

Pour les ateliers de transformation déjà existants sur votre exploitation, vous :

disposez d'un agrément sanitaire CEE délivré par la DDCSPP. Précisez votre numéro d'agrément : _____

disposez d'un autre agrément. Précisez lequel et votre numéro d'agrément : _____

disposez d'une dispense d'agrément (joindre l'accusé de réception de la demande de dérogation)

n'êtes pas concerné (pas de denrées d'origine animale)

e) Effectifs et Surfaces

Pour la colonne 2, renseigner l'ensemble des effectifs animaux/surfaces de tous les ateliers de votre exploitation.

Pour la colonne 4, renseigner le type de SIQO le cas échéant (Signe d'Identification de la qualité et de l'origine : AB ; AOC/AOP ; IGP ; Label Rouge)

Pour les colonnes 5, 6 et 7, cocher si tout ou partie de la production est actuellement commercialisée en Vente Directe, Restauration collective ou autre circuit de proximité.

Espèce (1)	Effectif total (2)	Effectif concerné par le projet (3)	SIQO (préciser le type de SIQO) (4)	Vente Directe (5)	Restaurat° collective (6)	Autre circuit de proximité (7)
Vaches laitières						
Vaches allaitantes						
Génisses lait						
Génisses viande						
Taurillons ou bœufs						
Veaux de boucherie						
Chevaux						
Chevreaux d'engraissement						
Brebis lait						
Brebis viande						
Chèvres						
Porcs reproducteurs						
Porcs engraissement						
Porcs post-sevrage						
Poules pondeuses						
Volailles de chair						
Palmipèdes à foie gras						
Volaille repro						
Lapins						
Gibier						
Abeilles						
Autres (préciser) : _____						

Filière (1)	Surface totale en ha (2)	Surface concernée par le projet en ha (3)	SIQO (préciser le type de SIQO) (4)	Vente Directe (5)	Restaurat° collective (6)	Autre circuit de proximité (7)
Grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, betteraves, pomme de terre, cultures textiles et énergétiques,...)						
Cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges,...)						
Horticulture						
Maraîchage						
Viticulture*						
Autres cultures spécialisées (houblon, ...) : _____						

* Les investissements liés à la filière viticulture ne sont pas éligibles dans le cadre de cette mesure.

1.4 IMPACTS DU PROJET SUR L'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET LA DURABILITE

Renseigner l'annexe 4 « autodiagnostic » en s'appuyant sur la notice associée

Si le demandeur est une CUMA ou un collectif, l'auto-diagnostic doit être réalisé par au minimum :

- 2 des adhérents ou agriculteurs concernés par le projet d'investissement (si le projet est porté par moins de 10 agriculteurs),
- 4 des adhérents ou agriculteurs concernés par le projet d'investissement (si le projet concerne plus de 10 agriculteurs).

2. CARACTERISTIQUES DU PROJET

Faire une description précise du projet (projet de transformation, de commercialisation, équipements...)

Contexte :

Objectifs / résultats attendus (économiques, conditions de travail, création d'emplois, intégration dans un/des réseau(x) de commercialisation, réduction de l'impact environnemental,...)

Descriptif du projet (produits concernés, travaux et acquisition d'équipements, positionnement commercial, calendrier de réalisation) :

Vous pouvez joindre tout élément de description de votre projet que vous jugerez pertinent.

Les produits transformés, sortants de l'atelier, seront-ils certifiés « AB » (Agriculture Biologique) ?

oui pour toute l'activité oui pour partie non

Localisation du projet (lieux des travaux)

Identique à la localisation du siège de l'exploitation

Si non, préciser :

Adresse

Code Postal

Commune

Description des travaux									
	Construction neuve (superficie construite à préciser)		Extension (superficie construite à préciser)		Rénovation (superficie rénovée à préciser)*		Equip. matériels	Invest. immatériel	Outils communi- cation
Transformation de produits agricoles	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conditionnement / stockage	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Commercialisation	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	_____ m ²	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
* attention la rénovation seule d'un atelier déjà existant n'est pas éligible au dispositif. Elle doit être accompagnée d'une partie de construction et/ou extension.									
Etes-vous propriétaire du terrain d'implantation du bâtiment ?		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non (si non, veuillez joindre l'attestation complétée par le propriétaire, y compris lorsque le propriétaire est associé-exploitant)							
L'atelier sera-t-il soumis à une réglementation sanitaire :		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non (pas de denrées d'origine animale) Si oui, laquelle ? (*) <input type="checkbox"/> agrément CEE <input type="checkbox"/> dispense d'agrément <input type="checkbox"/> autre (préciser) : (*) fournir l'accusé de réception de la demande							
Calendrier prévisionnel de réalisation									
Date prévisionnelle de début de projet :				/...../.....				
Date prévisionnelle de fin de projet :				/...../.....				
Prévisionnel de rentabilité de l'investissement									
Pour tous les demandeurs : fournir une étude de faisabilité économique ou plan d'affaires et étude de marché si existante Pour les JA et Nouvel Installé : fournir un plan d'entreprise (cf. annexe 6 : modèle de plan d'entreprise)									

Critères de sélection	
Jeune agriculteur ou nouvel installé de plus de 40 ans	Cf. caractéristiques du demandeur
Votre projet de transformation concerne-t-il au moins un produit SIQO (<i>sous Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine</i>) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Etes-vous apiculteur ? Si oui, de plus de 200 ruches :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Le projet est-il porté par un collectif ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Votre projet de transformation s'inscrit-il dans réseau de communication circuits courts et/ou proximité (approximite.fr , Bienvenue à la Ferme, Accueil Paysan, réseaux bio, biopaysdelaloire.fr, réseau Local) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Votre projet de transformation correspond-il à la création d'une nouvelle activité (nouvel atelier et/ou nouveau process) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, précisez : _____ _____ _____
Votre projet de transformation prévoit-il la création d'emplois dans un délai de 3 ans (inscrits dans le plan d'entreprise ou étude de faisabilité technico-économique) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Votre projet de transformation prévoit-il l'approvisionnement de la restauration collective (si oui, à détailler dans le plan d'entreprise ou l'étude de faisabilité) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Votre projet de transformation comprend-il des investissements économes en énergie et/ou en eau ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels (devis à joindre) : _____ _____ _____

3. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

3.1 LISTE DES DEPENSES PREVISIONNELLES

Compléter les 3 tableaux successifs (matériel / immobilier / immatériel) ou joindre un tableau reprenant les mêmes informations

Les parties grisées sont réservées à l'administration.

- (1) Inscrire le code correspondant à la nature de la dépense (cf. tableau ci-dessous)
- (2) Le stockage seul n'est pas éligible. Il doit être associé à des investissements de transformation, et/ou de conditionnement, et/ou de commercialisation.
- (3) Veuillez numéroter chaque devis et reporter le numéro dans cette colonne.
- (4) Si les travaux sont réalisés en auto-construction, cochez la case.

Rappel : ces dépenses sont établies selon des devis à joindre à l'appui de la demande d'aide (2 devis de 2 fournisseurs différents ; 3 devis pour les dépenses > à 90 000 € HT).

Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses et des ressources prévisionnelles TTC.

Attention : CHARPENTES et COUVERTURES ne sont PAS ELIGIBLES EN AUTO-CONSTRUCTION

Attention : L'ELECTRICITE n'est PAS ELIGIBLE EN AUTO-CONSTRUCTION

NB : si devis le + cher retenu => fournir une explication (à défaut, il sera retenu le montant du devis le -cher + 15%)

Investissements IMMOBILIER y compris coût des matériaux et location de matériel pour auto-construction	Transformation des produits	Stockage / Conditionnem ⁽²⁾	Commercial ^o	Fournisseur du devis retenu	n° devis ⁽³⁾	Auto-Const. ⁽⁴⁾	Nb h si Auto-Construction	Vérification coût raisonnable		Montant retenu <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC
	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC					Fournisseur du 2 nd devis	Montant devis non retenu <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				

						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
						<input type="checkbox"/>				
TOTAL INVEST. IMMOBILIER (A)										

Calcul de la main d'œuvre en cas d'auto-construction

Poste de dépenses	Nb total d'heures passées par le demandeur	SMIC horaire brut*	(B)	Montant retenu
			TOTAL COÛT MAIN d'OEUVRE (Nb heures x SMIC horaire brut)	(limité à 50 % du montant des matériaux et location de matériel)

*SMIC horaire brut = 9,67 € au 1^{er} janvier 2016 – vérifier le montant à jour sur : <http://travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/remuneration-et-participation-financiere/remuneration/smic/article/le-montant-du-smic-brut-horaire>

Rappel : ces dépenses sont établies selon des devis à joindre à l'appui de la demande d'aide (2 devis de 2 fournisseurs différents ; 3 devis pour les dépenses > à 90 000 € HT).

Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses et des ressources prévisionnelles TTC.

NB : si devis le + cher retenu => fournir une explication (à défaut, il sera retenu le montant du devis le –cher + 15%)

Investissements <u>MATERIEL / EQUIPEMENT</u>	Transformation des produits	Stockage / Conditionnem ⁽²⁾	Commercial ^o	Fournisseur du devis retenu	n° devis ⁽³⁾	Vérification du coût raisonnable		Montant retenu <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC
	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC			Fournisseur du 2 nd devis	Montant devis non retenu <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	
<u>TOTAL INVESTISSEMENTS</u> <u>MATERIELS (C)</u>								

Rappel : ces dépenses sont établies selon des devis à joindre à l'appui de la demande d'aide (2 devis de 2 fournisseurs différents ; 3 devis pour les dépenses > à 90 000 € HT).

Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses et des ressources prévisionnelles TTC.

NB : si devis le + cher retenu => fournir une explication (à défaut, il sera retenu le montant du devis le –cher + 15%)

Investissements IMMATERIELS et COMMUNICATION Dans la limite de 10% des dépenses subventionnables	Transformation des produits	Stockage / Conditionnt ⁽²⁾	Commercial ^o	Fournisseur du devis retenu	n° devis ⁽³⁾	Vérification du coût raisonnable		Montant retenu <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC
	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	Montant <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC			Fournisseur du 2 nd devis	Montant devis non retenu <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC	
TOTAL INVESTISSEMENTS IMMATERIELS (D)								

TOTAL GENERAL (A + B + C + D)				
--------------------------------------	--	--	--	--

3.2 CALENDRIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

Année civile	Montant total présenté en € <input type="checkbox"/> HT <input type="checkbox"/> TTC
Coût global du projet :	

3.3 .PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités	Montants sollicités en €
Financeurs publics (47 %)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Dont Département	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Dont Région	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Dont Autre financeur public : _____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
FEADER (53%)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Emprunt ⁽¹⁾⁽²⁾	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autres contributeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
Auto - financement	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL général (= coût global du projet)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _

(1) Le cas échéant, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement de crédit ? oui non

(2) Si vous avez recours à un emprunt, s'agit-il d'un prêt bonifié ? oui non

4. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Les règlements européens imposent aux Etats-membres certaines obligations pour le versement des aides de l'Union Européenne. En conséquence, le porteur de projet bénéficiaire de l'aide attribuée partiellement ou en totalité doit s'engager, sauf renonciation expresse à cette aide, à respecter les obligations ci-après qui seront reprises dans l'acte juridique attributif de l'aide européenne :

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides de l'Europe et du Département dans lequel est située mon exploitation au titre du type d'opération n°4.2.2 **Aides à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles à la ferme** du Programme de développement rural régional Pays de la Loire 2014-2020.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- avoir lu la notice qui accompagne ce formulaire,
- ne pas avoir sollicité une aide publique autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- ne pas déposer plus de deux dossiers sur la durée du programme, et en respectant une périodicité minimale de 36 mois entre les deux dépôts,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire, ses annexes et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et moins de 62 ans),
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux critères de sélection définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,

avoir pris connaissance du fait que les dépenses effectuées avant le dépôt de ce formulaire de demande auprès de la DDT(M) ne sont pas éligibles (à l'exception des études préalables).

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant une période de dix années à compter du paiement final de l'aide FEADER,
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et particulièrement mon (notre) activité ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter du paiement final de l'aide FEADER,
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions ayant bénéficié des aides et à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq années à compter du paiement final de l'aide FEADER,
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement et de l'hygiène attachées à l'investissement visé par l'aide,
- à fournir, à la DDT(M), à l'autorité de gestion (Région) et/ou aux évaluateurs désignés, toutes les informations nécessaires au suivi et l'évaluation du programme,
- à informer la DDT(M) de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- **à remplir les obligations de publicité européenne (voir le détail des obligations dans la notice ci-jointe) et notamment :**
 - **Pour les opérations dont le montant total des aides publiques est supérieur à 50 000 €.**

Cette plaque explicative comprend le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aide perçus par mesure resteraient en ligne

sur le site du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Je soussigné _____, représentant légal de _____ m'engage à réaliser le projet à l'appui de cette demande dans les conditions énoncées ci-dessus.		
Fait à : Le :	Cachet de la structure :	Signature du représentant légal ou délégataire (du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC) :

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez-vous adresser au guichet unique du département du siège de votre exploitation.

Liste des annexes

Annexe 1 : Liste des pièces justificatives à fournir à l'appui de votre demande

Annexe 2 : Obligations de publicité européenne pour les bénéficiaires du FEADER

Annexe 3 : Attestation comptable

Annexe 4 : Auto-diagnostic de l'exploitation et notice

Annexe 5 : Exemple d'autorisation du propriétaire pour la réalisation des travaux

Annexe 6 : Modèle d'étude de faisabilité et notice

Annexe 7 : Liste des investissements éligibles

Annexe 8 : Déclaration des aides perçues au titre du Minimis